QUOTIDIEN
BILINGUAL DAILY
émergence
1er quotidien privé bilingue au Cameroun
1st private daily newspaper in Cameroon
L'information pour l'action et le développement
Information for action and development
Directeur de la Publication / Publisher: Magnus BIAGA
Prix : 400 FCFA
N°: 1342
MAGAZINE
Friday/Vendredi 09 Novembre 2018 • Edité par Marketing Communication • Siège: Yaoundé, Elig-Essono, entrée Gare voyageur • BP 11845 Yaoundé • Tél. 237 677 69 70 96 • Email: journalemergence@yahoo.com

Industrie extractive
Philémon Yang se met à dos le Recodh
P.3

Nouveau septennat
Paul Biya est-il encore l'homme de la situation ?

● *Alors qu'il engage un nouveau septennat, peut-il réussir en 7 ans ce qu'il n'a pas pu en 36 ans ?*

·13 experts s'affrontent.
Pp. 5-11

Sos
La liberté de la presse en danger au Cameroun
* Lire notre éditorial. P2

Bourse
Le marché financier du Cameroun classé dans le top 20 de l'Absa Africa Financial Markets
P4

Sos : la liberté de la presse en danger au Cameroun

Acclamer les brigands, écrouer les héros. Tel semble être la devise du pouvoir de Yaoundé. En effet, c'est avec stupeur que nous avons appris l'embastillement, sur instruction du commissaire du gouvernement, de la Rédactrice en chef adjointe et présentatrice vedette de la chaîne de télévision privée Equinoxe TV, Mimi Mefo, qui a été inculpée d'*« atteinte à la sûreté de l'Etat »*. Depuis lors, elle est incarcérée à la prison de New Bell à Douala. Il lui est reproché d'avoir relayé, tout en en indiquant la source, un post disant que ce sont des balles de l'armée camerounaise qui ont tué le missionnaire américain Charles TrumannWesco, qui a succombé fin octobre à ses blessures après une attaque dans la région du Nord-Ouest. Et pourtant, dans un autre post, la journaliste avait relayé la version du ministère camerounais de la défense, imputant la responsabilité de la mort du missionnaire américain aux séparatistes anglophones.

Elle doit donc ainsi faire face à des charges très graves, d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Mais au fait, de qui se moque-t-on dans ce pays ? Durant la période électorale, on a bien eu la preuve que le régime en place est bien capable de bassesse et d'animalité politique sans pareil. N'est-ce pas dans ce même pays que des faux observateurs de Transparency International ont été présentés aux Camerounais dans le but de vanter une élection présidentielle pourtant truffée de fraudes ? Qu'a-t-on fait aux initiateurs de ce projet qui a jeté la honte et le discrédit sur tout un pays ? Rien du tout. Qui a tenté ne serait-ce que d'ouvrir une enquête sur les accusations de fraudes électorales qui ont émaillé la présidentielle ?

Lorsque certains, en mondovision, en appellent au massacre des anglophones, exacerbent les divisions ethniques, sont-ils pour autant inquiétés ? Et ceux-là qui ont annoncé la mort du président gabonais, Ali Bongo Ondimba, ont-ils fini au cachot ? Au nom de quoi Mimi Mefo se retrouve-t-elle derrière les barreaux ? Qu'elle ait eu à

N'est-ce pas dans ce même pays que des faux observateurs de Transparency International ont été présentés aux Camerounais dans le but de vanter une élection présidentielle pourtant truffée de fraudes ? Qu'a-t-on fait aux initiateurs de ce projet qui a jeté la honte et le discrédit sur tout un pays ?

MAGNUS BIAGA

se tromper ou pas (encore qu'elle a, après avoir présenté la position de la famille Wesco, présenté celle du gouvernement camerounais), est-ce que cela mérite la prison ? Ceux qui quotidiennement, font pire que cela ne sont-ils pas à l'abri, protégés ? Y a-t-il eu ici violation de l'éthique ou de la déontologie ? Et si c'est le cas, la loi, ne prévoit-elle des voies journalistiques pour réparer une impéritie, notamment à travers le droit de réponse ? On a comme l'impression, vu le dynamisme et le professionnalisme de cette chaîne de télévision (Equinoxe télévision), qu'on veut tout simplement la dynamiter. Une fois de plus, le Cameroun a loupé une occasion de ne pas attirer sur lui un regard négatif.

On a comme l'impression, vu le dynamisme et le professionnalisme de cette chaîne de télévision, qu'on veut tout simplement la dynamiter. Une fois de plus, le Cameroun a loupé une occasion de ne pas attirer sur lui un regard négatif.

Le pays de Paul Biya est devenu le cimetière du journalisme. La récente présidentielle a également démontré que ce métier est à haut risque dans ce pays. On a vu des journalistes être pris à partie, arrêtés, violentés. Nous pouvons ici citer l'exemple, de Joseph Olinga, journaliste au Messager qui, aujourd'hui, doit faire face aux poursuites judiciaires devant le tribunal militaire de Bafoussam. Il n'est pas le seul. Michel Biem Tong, cyber journaliste, a aussi depuis quelques semaines, maille à partir avec la justice.

Durant la cérémonie de prestation de serment de Paul Biya le 06 Novembre dernier, CavayeYeguie Djibril, le président de l'assemblée nationale, a eu à lui rappeler qu'au début de sa prise du pouvoir, sur les ondes de la radio Monte Carlo, il avait promis aux Camerounais la démocratie et la prospérité. La liberté de la presse est pourtant l'oxygène de la démocratie et aujourd'hui, où est cette liberté ? Nous sommes rentrés à l'âge de la pierre taillée de la liberté de la presse. Oui, la liberté de la presse régresse. Voilà pourquoi notre classement dans le baromètre de ladite liberté n'est pas reluisant : 129ème sur 180. On n'a plus le droit de s'exprimer, parce que des individus qui sont à la réalité une calamité pour cette République, qui ont mis le pays à genoux et vivent aux frais de la veuve et de l'orphelin, dessinent le spectre de la peur sur les murs. Or, en septembre 2017, le ministre de la Communication a assuré que la presse était libre au Cameroun "pourvu que ce soit conforme à la défense des institutions". Les autorités font régner une atmosphère de crainte et d'autocensure. Une chape de plomb a été jetée sur la presse. On comprend pourquoi la loi antiterroriste de 2014 qui, aujourd'hui, est utilisée à tout-va, avait été fustigée, car elle prévoit de traduire les prévenus devant les tribunaux militaires. C'est ce levier que les pouvoirs publics appuient désormais pour oppresser les médias et les journalistes. La presse est ainsi devenue le souffre-douleur des plus forts, exposée à des menaces et pressions, à des violences directes et indirectes. Les journalistes et les médias sont susceptibles d'être accusés d'atteinte à la sécurité

Nous sommes rentrés à l'âge de la pierre taillée de la liberté de la presse. Oui, la liberté de la presse régresse. Voilà pourquoi notre classement dans le baromètre de ladite liberté n'est pas reluisant.

de l'État, de propagande ennemie, d'incitation à la violence, aux troubles intérieurs, à la haine, ou au séparatisme.

Seulement, les dirigeants de ce pays ont l'air d'oublier que les journalistes sont protégés par les instances internationales. La résolution 1738 du Conseil de sécurité prise en 2006 stipule que les hommes de médias doivent être protégés. De même, la déclaration de Medellin de 2007 sur la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité fustige les attaques contre la liberté de la presse.

Government's repression on journalist condemned by civil society organisations, politicians and journalists' associations

A good number of media practitioners are increasingly being arrested and detained.

A recent case in point that has sparked widespread condemnation and pressure on the government to free all arrested journalists is that of Mimi Mefo, editor-in-chief English desk Equinox Television/blogger being incarcerated at the New Bell Prison in Douala since Wednesday November 7, 2018. She is accused of publishing fake news item and cyber criminality amongst other crimes.

Despite the accusations levied against her, civil society organisations like the Center for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), politicians like Maurice kamto, Ayah Paul Abine and Kah Walla and individual groups like the Cameroon Association of English Speaking Journalists (CAMASEJ), the Committee to Protect Journalists (CPJ) and the Cameroon Journalists Trade Union (SNJC) have all came out with statements condemning Mimi's continued confinement. They have also called on the government to ensure her immediate release and that of all other journalists being detained.

Since the advent of terrorism in Cameroon, specifically brought in by Boko Haram and today the Anglophone crisis, a good number of journalists have been arrested and charged with acts of terrorism, spreading of fake information just to cite but these. Amnesty International Amnesty international's Report 2017/18 on Cameroon points to the fact that Human rights defenders, including civil society activists, journalists, trade unionists, lawyers and teachers continued to be intimidated, harassed and threatened characterised by unfair trials before military courts, which were often marred by irregularities. Ahmed Abba of RFI, Fomusoh Ivo, Amos Fofung and recently Michel Tongare examples.

Mimi Mefo, detained at New Bell Prison.

Despite the condemnation by journalists' associations, they have also urged on journalists to continue being responsible in their acts and practice of their profession considering the difficult moments the country is going through.

By Amos Muang Nsah

Industrie extractive

Philémon Yang se met à dos le Recodh

C'est le décret du Premier ministre du 17 juillet 2018 qui est l'objet de toutes les récriminations. La société civile réclame justement plus d'autonomie et d'indépendance.

Dans la déclaration datée du 19 Octobre 2018, mais rendue publique hier, 08 Novembre, le réseau camerounais des organisations des droits humains (Recodh), reste préoccupé par "l'exigence relative à l'indépendance et à l'autonomie" des organisations de la société civile (Osc).Si le décret N°2018/60/PM du 17 juillet 2018 portant constitution du comité de suivi de la mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives ((ITIE) a connu des avancées, il apparaît que le nombre des membres du collège de la société civile a été réduit. En effet, les Osc constatent une augmentation des autres collèges notamment l'administration et les entreprises, ce, contrairement au "consensus du comité du 09 avril 2015 sur la représentation par quota. Ce dernier texte prévoit en effet 40% pour l'administration, 35% pour les Osc et 25% pour les entreprises.

Toutefois, le Recodh reconnaît que le décret signé en juillet dernier est "une indication claire de l'option prise par le Gouvernement du Cameroun pour une meilleure transparence dans la gouvernance du comité ITIE (ou groupe multisectoriel) qui est resté longtemps en déphasage avec la norme ITIE sur certains aspects". C'est à ce titre que l'osc recommande de prendre en compte leurs analyses et autres recommandations afin de produire des textes subséquents" pour une meilleure gouvernance dans le secteur des industries extractives. Bien évidemment, ils sont disponibles à travailler de concert avec les pouvoirs publics.

Joseph Désiré Zebaze note que le Recodh est disponible. Cyrille Tipane du groupe d'action pour le développement (GAD) rappelle que le Cameroun est désormais soumis à l'obligation de redevabilité dans un contexte de progression dans la publication des différents rapports, ajoute Bernard Dogmo, le secrétaire technique de l'Osc publish what you pay (pwyp). Toutefois, 14 sous-critères d'évaluation sont à parfaire pour le Cameroun qui a 18 mois pour se mettre à jour.

Hervé Ndombong

SUPER GRAND MIFI VOYAGE PLUS

Pour votre sécurité, votre confort, voyagez avec l'Agence Super Grand Mifi Voyage Plus.

Yaoundé-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé

Qui va lentement va sûrement, c'est notre devise à Super Grand Mifi Voyage Plus.

Super Grand Mifi Voyage Plus, c'est écouter, servir plus, pour une meilleure satisfaction.

Direction générale BP 6522 Yaoundé : Terminus Miboman – Agence Bafoussam : Ndiandam aux agences.

Pour toutes réservations : Yaoundé : 699 59 96 58 Bafoussam : 690 11 94 44/ 690 11 63 70

Cacao

Les producteurs camerounais vendent le kg à 950 FCFA au moins grâce à un programme d'assainissement du secteur

Le ministère du Commerce se félicite des résultats enregistrés dans le cadre du Projet d'assainissement de la commercialisation interne du cacao et du café (PA3C).

Grâce au PA3C, indique le département ministériel, les mesures techniques, logistiques et répressives redonnent espoir aux producteurs de cacao qui vendent, depuis le mois d'octobre, le kg de cacao à 950 FCFA au moins. Par ailleurs, indique le ministère, le counselling sur l'organisation des coopératives et surtout l'exploitation des magasins de stockage permettent aux planteurs, par le système de ventes groupées, de vendre de plus en plus au meilleur prix.

Hermann Messi, le Coordonnateur du PA3C, se dit également satisfait de ce que la législation donne le droit aux préfets et sous-préfets de saisir et de vendre, au bénéfice du Trésor public, tout cacao vendu en dehors du circuit officiel.

Le kg de cacao à 950 FCFA au moins.

Avec le prix du kg de cacao à au moins 950 FCFA, les producteurs camerounais sont parmi les mieux rémunérés dans la filière cacaoyère en Afrique. Car, les prix officiels fixés pour leurs collègues du Ghana et de la Côte d'Ivoire sont respectivement de 850 et 750 FCFA, le kilogramme de fèves.

Oscar Onana

Bourse

Le marché financier du Cameroun classé dans le top 20 de l'Absa Africa Financial Markets Index 2018 de l'OMFIF

Le marché financier du Cameroun est classé dans le top 20 de l'AbsaAfrica Financial Markets Index 2018 produit par le think tank « Official Monetary and Financial Institution Forum » (OMFIF), en partenariat avec Absa Group Limited, une entreprise spécialisée dans les services financiers, cotée à la Bourse de Johannesburg. L'étude a été menée entre les mois de juin et août 2018 et couvrait 50 pays africains.

Six critères ont été pris en compte au final. Il s'agit de : la profondeur du marché, l'accès aux devises, la transparence du marché, l'environnement fiscal et réglementaire, les capacités d'investissement des investisseurs locaux, les opportunités macro-économiques, la légalité et la force exécutoire des standards concertés des marchés financiers.

Le Cameroun fait son entrée dans le classement et occupe la 17ème place avec un total de 41 points sur 100, juste derrière l'Egypte. Deux indicateurs ont milité pour cette performance du marché financier camerounais. Le premier est lié à l'accès aux devises. Dans ce registre, le pays se classe à la 9ème place avec une note de 62/100, devant des pays comme le Nigeria, le Maroc, l'Ile Maurice ou l'Egypte.

Pour ce qui concerne les capacités des investisseurs locaux, le Cameroun occupe la 9ème place, avec une note de 29/100. Le critère sur « la transparence du marché, l'environnement fiscal et règlementaire » est celui où le Cameroun est le moins bien classé, 18ème derrière l'Egypte, avec une note de 45/100.

Le classement indique que la capitalisation boursière du Cameroun représente seulement 1% de son PIB, contre, en comparaison, 10% au Nigeria, 26% en Côte d'Ivoire ou 64% au Sénégal. Le top 5 de l'AbsaAfrica Financial Markets Index 2018 est composé de l'Afrique du Sud, du Botswana, du Kenya, de l'Ile Maurice et du Nigeria.

O.O

Alors qu'il engage un nouveau septennat, Paul Biya peut-il réussir en 7 ans ce qu'il n'a pas pu en 36 ans ?

Nouveau septennat

Paul Biya peut-il encore ?

Il veut faire en 07 ans ce qu'il n'a pas pu en 36 ans.

La communauté internationale urge le président de la République à apporter des solutions concrètes à la crise qui sévit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Selon un article publié sur Rfi, Emmanuel Macron, le président français, aurait tardé à envoyer ses félicitations à son homologue camerounais à cause de cette question. De même, le département d'Etat, dans sa lettre de félicitations au peuple camerounais au lendemain de la présidentielle, a souhaité que la crise anglophone puisse se résoudre. Ainsi, dans son discours suite à sa prestation de serment qui a eu lieu à l'assemblée nationale, Paul Biya a fait des promesses sur le sujet. *« Un bon nombre de réponses à ces préoccupations et à ces aspirations sera apporté dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours »,* a-t-il déclaré. D'abord, pour Paul Biya, pas de changement de disque. En outre, même s'il existe un flou sur le calendrier, pour la première fois, le président camerounais a semblé pressé d'en finir : *« Dans les meilleurs délais possibles, des mesures seront prises pour élargir le champ de compétences des collectivités territoriales afin de leur donner les moyens d'une plus grande autonomie ».*

Voilà ce que Paul Biya met sur la table : une plus large autonomie. Rien de nouveau, puisque la décentralisation qui devrait aboutir à cette autonomie a été prévue par la constitution, et Paul Biya s'y est toujours agrippé. Or, pour les plus modérés des anglophones, le fédéralisme est la solution. Paul Biya dit non. Ce sera la décentralisation ou rien du tout. Raison pour laquelle, pour lui, *« Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le destin de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans le cadre de notre République ».*

A travers cela, l'homme du 06 novembre estime qu'il a *« l'intime conviction que l'écrasante majorité de nos compatriotes des deux régions concernées aspirent à retrouver rapidement la paix au sein de la communauté nationale. »*

D'ailleurs, dans son discours, le président qui vient de se lancer dans un nouveau septennat, a mis en garde les sécessionnistes : *« A ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. J'en appelle tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissé entraîner dans une aventure sans lendemain ».* Une façon pour le président de manier le bâton et la carotte.

Mais, d'autres promesses ont été faites au cours de son discours d'investiture. *« Nous allons poursuivre nos réformes structurelles afin de renforcer notre équilibre budgétaire et de conforter la soutenabilité de notre dette »*, a-t-il indiqué. Il a aussi promis de *« réaliser une véritable « révolution agricole» en modernisant nos moyens de production et en transformant davantage nos produits agricoles »*. De même *« Nous continuerons d'exploiter tous les sites et cours d'eau disponibles afin de faire du Cameroun un grand producteur d'électricité dans notre continent »*...

Ce n'est pourtant pas la première fois que ce type de promesse est fait aux Camerounais. Des agrégats de la prospérité qui n'a jamais vu le jour, alors qu'il avait déjà promis en prenant le pouvoir en 1982. Raison pour laquelle CavayeYeguie Djibril, le jour cette investiture pour ce énième septennat, lui rappellera cet échec en lui disant *« pour la prospérité, ça viendra »*. S'il n'a pas pu apporter la prospérité et respecter toutes ses promesses en 36 ans, le fera-t-il en 7 ans ? Peut-on vraiment espérer que ce mandat soit celui des grandes opportunités ? Au sujet de la crise anglophone, il promet l'autonomisation des régions dans de brefs délais. Est-ce que cela suffira à ramener la paix ? Est-il encore l'homme de la situation face aux challenges qui attendent le Cameroun ?

Autant de questions auxquelles les experts apportent des réponses.

Kami Jefferson

Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions...

Tchoffo Zoteye, *Expert en Gouvernance, Homme Politique RDPC*

« Le Président BIYA reste encore l'homme de la situation »

Le Président BIYA a prêté pour la 7ème fois, ce Mardi 06 novembre 2018 au palais de verre de NgoaEkelle devant le Président de l'Assemblée nationale, le Premier Vice-Président du Senat, le Président du Conseil Constitutionnel, le Président de la Cour Suprême, les Sénateurs, les Députes et de nombreux invités tel que prévoit notre constitution en son Article 7(Loi N 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972).Le Président BIYA dans son discours de politique générale a marqué toute sa reconnaissance au peuple camerounais et a qualifié cette confiance, « d'un soutien indispensable dans l'exercice des hautes responsabilités ». S.E. Paul BIYA va plus loin en expliquant la symbolique que revêt cet engagement à savoir « une fidélité aux institutions de la république, un engagement personnel irrévocable à se conformer aux obligations qui celles du chef de l'Etat »

Ce mandat selon son discours de politique générale est un septennat pour veiller à la consolidation des acquis, mais aussi d'exploration des nouvelles pistes devant nous permettre de saisir les nouvelles opportunités. Et cette vision prospective est plutôt rassurante pour un Cameroun qui se veut émergent en 2035.

Il n'y a plus de doutes à avoir, ce mandat est vraiment celui des grandes opportunités pour le Cameroun. Le mot opportunité est apparu plusieurs fois dans son discours de politique générale. Parlant des reformes, il sera question pour le Président BIYA durant ce septennat, de faire des réformes structurelles afin de renforcer l'équilibre budgétaire et de conforter la soutenabilité de notre dette.

Parlant de l'économie, il sera question de renforcer ce secteur afin de réduire les importations des services et des biens, ce qui permettra de rééquilibrer la balance commerciale.

Parlant de l'agriculture, ce septennat est baptisé septennat de la « Révolution Agricole », avec la modernisation des moyens de production agricole et le renforcement de la transformation.

Parlant de l'industrialisation, le secteur de production d'énergie sera encore renforcé, le développement des infrastructures (routes, ports, aéroports...etc) aussi.

Pour résumer, nous pouvons dire que ce mandat est celui des challenges pour le Président BIYA et les attentes sont énormes pour le peuple camerounais à savoir la relance économique, la promotion du rôle de la femme, facilitation de l'intégration des jeunes, l'amélioration a l'accès aux services publics de l'eau potable et de l'électricité, le renforcement du système de santé, le développement du secteur sportif...etc

La décentralisation effective renforcera à coup sûr le développement local et probablement œuvrera pour ramener la paix et la stabilité dans nos familles des NOSO. Le Chef de l'Etat a reconnu les frustrations et les aspirations qui subissent certaines populations camerounaises, bien que beaucoup de solutions aient été déjà apportées, il compte réduire encore plus ce gap avec la décentralisation effective. Cette décentralisation donnera plus d'autonomie aux CTD. Il a rassuré le peuple dans son discours de politique générale, je cite « ... je ferai en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées, dans le respect des institutions dont je suis le garant. »

Face aux maux qui minent la société camerounaise et contextuellement, le Président BIYA reste encore l'homme de la situation. Il est conscient que le Cameroun de demain c'est la jeunesse d'aujourd'hui, il a demandé aux jeunes de ne pas perdre espoir. A la suite des résultats de cette élection présidentielle, il a dit avoir compris les jeunes « ... j'ai compris votre aspiration profonde à des changements qui vous ouvrent les portes de l'avenir et permettent votre plein épanouissement. J'ai tout aussi compris votre désir de mieux participer à la prise des décisions qui engagent l'avenir de notre pays. J'en tiendrai compte en ayant à l'esprit que le Cameroun de demain se fera avec vous. ». La jeunesse camerounaise devrait être rassurée, car l'heure de la relève a sonné selon le Président BIYA.

Fabrice Yap Mounchili, *Analyste politique*

« C'est le septennat de tous les dangers »

La platitude et la monotonie des discours du Président Biya ne sont plus à démontrer. Le discours du 06 Novembre 2018 est quasi-similaire à celui qu'il a tenu le Jeudi 03 Novembre 2011 pour la même circonstance. Si nous déplorons la monotonie du discours, la platitude et la fadeur des annonces faites ne sont pas en reste. Le Président parle de la lutte contre le chômage des jeunes mais n'annonce pas une méthodologie de travail qui permettrait d'aboutir à des résultats concrets, quand on sait que jusqu'ici, les actions du FNE et la mise en branle des différents "projet jeunes" présentés et vantés comme le fil à couper le beurre n'ont véritablement pas permis de faire régresser le chômage jeune. Il en est de même pour le processus de décentralisation qui a été évoqué de façon aérienne comme dans son discours du 31 Décembre de l'année dernière. Ses affidés diront certainement qu'il a créé un Ministère de la Décentralisation, ce qui est soit une défaite de l'intelligence, soit une volonté manifeste de vendre le vent car, créer un Ministère de la Décentralisation c'est tout simplement centraliser la décentralisation. La platitude sus-évoquée s'étend sur toutes les annonces faites dans ce discours dit programme. Une allocution qui était pourtant très attendue compte tenu du fait que le jadis candidat Biya n'avait pas présenté un programme politique pour la campagne. Le Président comme à l'accoutumée a servi du "réchauffé"; ce qui met en relief l'essoufflement de ce presque nonagénaire qui a à son actif plus d'une cinquantaine d'années dans les rouages du pouvoir. Paul Biya n'a plus rien à apporter; quand il était plus jeune et plus vif d'esprit, ses initiatives ont peiné à avoir un impact sur le quotidien des Camerounais. A cet effet, son expérience qui est supposée être son atout est une expérience davantage négative que reluisante. Ce septennat pourtant légal est un septennat de plus qui risque de conduire le Cameroun dans les abîmes du sous-développement. En marge de cette lecture triste, la providence existe et il n'est pas anodin de penser que Paul Biya qui "n'a plus rien à perdre" peut jouer son va-tout en dépolluant son équipe managériale qui jusqu'ici lui a apporté plus de problèmes que de solutions.

En toute scientificité, il n'y aura pas d'opportunités à saisir. Les opportunités se préparent et arrivent à la suite des actions cohérentes et savamment pensées. Il y aura des opportunités, juste pour les courtisans de la cour et pour les très téméraires membres du G-20. Jusqu'à preuve du contraire, le bas peuple lui, n'aura rien à se mettre sous la dent. C'est d'ailleurs le septennat de tous les dangers. Les pontes du régime savent que c'est "une dernière pour la route" pour leur champion et il n'est pas exclu de penser qu'ils joueront leur va-tout en matière de pillage. Vous souhaiteriez que nous fassions une analyse purement politologique mais nous souhaitons faire une analyse qui sied à notre société en panne de paradigme de gestion et dont la gouvernance ne répond à aucun paradigme managérial.

Sur le sujet de la crise anglophone, la présentation de la décentralisation comme solution est appréciable. C'est d'ailleurs ce que propose la majeure partie de l'opinion nationale depuis le début de la crise. Maintenant il s'agira d'organiser les élections régionales à l'effet de donner plus d'autonomie aux régions et aux communes.

Au demeurant, le Cameroun a toujours ses chances de véritablement décoller, cela nécessite soit l'arrivée d'un homme nouveau, soit un sursaut d'orgueil de "l'expérimenté" Biya qui n'a jusqu'ici jamais pu inventer le fil à couper le beurre.

Mindja Zam Georges, *conseiller Municipal de la Mairie de Bertoua 2ème*

« Paul Biya est l'homme de la situation »

Concernant la dernière étape du processus électoral, le Président de la République élu, Paul Biya,a prêté serment, le 06 novembre 2018,devant la représentation nationale. Comme de coutume, après cette formule devenue légendaire, depuis le 06 novembre 1982, il a présenté à ses compatriotes, les grandes lignes de son projet politique pour les sept prochaines années. Mais,selon certaines personnes, le Président de l'Assemblée Nationale a reconnu qu'il y avait déjà la démocratie et que la prospérité viendrait après. Sans faire mention de cette lecture simpliste de bon nombre de nos compatriotes, au moment où commence ce nouveau septennat, la question fondamentale qui aurait pu être posée est celle de savoir, si le Président réélu pourrait changer le Cameroun ?

À l'écoute de son adresse au palais des verres de NgoaEkelle, le Président de la République s'est montré particulièrement optimiste et déterminé à propulser le Cameroun dans la modernité politique, économique et sociale, malgré toutes les pesanteurs et difficultés liées à plusieurs contingences dues à la crise sociopolitique dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest,ainsi que la crise économique mondiale, qui n'a pas permis que le septennat dernier soit un " fleuve tranquille ". S'adressant à ses concitoyens, il a esquissé clairement les grandes lignes de son action à venir,entre autres, la sécurité, la paix,l'intégrité territoriale, l'unité nationale et l'amélioration des conditions de vie des camerounais. Principalement, il dit qu'il va s'appuyer sur les jeunes et les femmes, à qui il a fait un clin d'œil.

En fait,l'une des grandes tâches pour lui sera également l'accélération de la décentralisation dans sa phase terminale. Certes,c'est une mission délicate, car pour que cela réussisse, il faudrait trouver un juste équilibre entre son souhait et ceux qui doivent implémenter cette action.

Pour tout dire,connaissant l'humilité manifeste du Président Paul Biya,qui n'est pas de promettre la lune aux populations, alors qu'il sait qu'il y a le soleil,nous osons croire que son engagement à l'Assemblée nationale est de nature à redonner du baume au cœur des camerounais et qu'il va affronter ce nouveau septennat avec plein d'idées, d'ambition, d'énergie, surtout d'espoir, car nous demeurons convaincu, qu'il souhaite inscrire son nom en lettres d'or dans l'histoire du Cameroun.

La victoire de S.E.M.Paul Biya, qui a toujours été considéré comme l'un des plus grands stratèges politiques d'Afrique subsaharienne, a été saluée par la plupart de ses compatriotes, qui ont fait peut-être le choix de la paix et de la stabilité d'abord, ensuite pour la bataille du bien-être des camerounais. Mais un dilemme cornélien reste sa capacité à booster la prospérité, étant donné que la démocratie a fait beaucoup de progrès au Cameroun, à la lumière de la dernière élection du 07 octobre 2018, dont la plupart des observateurs disent qu'elle a été libre, transparente et sereine.

S'agissant donc de ce point essentiel, après les grandes ambitions en 2004, comme slogan de campagne, les grandes réalisations en 2011, le nouveau projet politique en ce qui concerne ce nouveau septennat sera de procéder à une véritable mutation de l'économie, d'où le mandat des grandes opportunités. En fait,pour que le Président de la République réussisse, il serait souhaitable que la première tâche soit de s'assurer une gestion rigoureuse des finances publiques, en évitant tous les dérapages constatés lors des derniers septennats. Ensuite, compte tenu de notre potentiel hydroélectrique très important et des infrastructures lourdes qui ont été construites et leur mise en service, il y aura bientôt accès à l'énergie et nous pouvons, sans risque de nous tromper,affirmer qu'un développement véritable, permettrait d'avoir une industrialisation et la transformation de nos matières premières agricoles ou minières ou minérales. Sans être un expert avéré en la matière, nous pensons également que le secteur tertiaire sera reboosté.

Nous ne pouvons que croire à un Cameroun nouveau, où il fait bon vivre,car le chef de l'État a pris l'engagement ferme,devant le peuple,de ramener la paix, à tous les prix et à utiliser tous les moyens possibles en sa possession, pour arriver à régler globalement la crise sociopolitique qui sévit dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest, depuis près de deux ans.

Par ailleurs, pour mener à bien son programme des" grandes opportunités", compte tenu du fait qu'il y aura trop de choses à faire à la fois et ensemble,il serait souhaitable que le Président de la République ait une équipe qui allie efficacité, probité et professionnalisme. Il devrait, comme il l'a annoncé lui-même s'ouvrir à la jeunesse et donner un nouvel élan aux femmes. En outre,il a sollicité l'apport de tout le monde,même ceux qui ne l'ont pas voté.

Si le Président de la République a annoncé qu'il va faire accélérer la décentralisation, peut-être la régionalisation, cela ne signifie nullement la mise en veilleuse de toutes les autres mesures prises qui pourraient ramener la paix. Donc,l'autonomisation des régions dans les brefs délais est tout simplement un axe essentiel pour la suite du dialogue, bien que celui-ci soit en dents de scie,à cause du " front de refus" des sécessionnistes, qui n'ont pour seul objectif que la partition du pays. L'autonomisation vaut ce qu'elle vaut,car elle permet à l'État d'avancer la tête, chaque collectivité s'occupant des problèmes basiques de sa circonscription. Cette annonce du chef de l'État pourrait si possible susciter un début de compromis. Ayant démontré à plusieurs reprises qu'il avait le " cuir épais " et reste très populaire,il a toujours prouvé qu'il a encore beaucoup à donner à ses compatriotes.

De ce fait,étant donné qu'il est un lecteur attentif de la vie politique et sans vouloir être négativiste,mais plutôt positiviste et optimiste, nous ne doutons pas un seul instant que le Président de la République, l'homme du 06 novembre,S.E.M.Paul Biya, soit l'homme de la situation,car c'est un contrat qu'il a pris avec tous ses concitoyens.

Aimé Cyprien Olinga, *président du front démocratique révolutionnaire*

« C'est un mandat d'opportunité qui peut lui permettre de léguer un héritage »

Les propos d'un chef d'Etat sont généralement les discours purement politiques. Des promesses politiques qu'on peut tenir ou pas. Les promesses qu'il a faites sont des choses qui ont déjà été faites auparavant. Toutefois, il faut quand même reconnaitre que le contexte actuel permet de penser que quelque chose peut peut-être bouger parce que nous estimons qu'après 36 ans de pouvoir et presque 85 ans d'âge, le président est à son ultime septennat. Je pense qu'à cet âge-là, on est plus préoccupé par l'héritage qu'on va léguer à la prospérité et c'est en cela que j'estime que les choses pourraient changer. Parce que le président n'étant plus très préoccupé par une quelconque réélection, il donnera des signaux forts pour que son héritage politique ne soit pas naturellement catastrophique.

Il est possible que le mandat de Paul Biya soit celui des grandes opportunités, mais encore il faut beaucoup de volonté. Il peut être à présent conscient de son bilan assez morose depuis 36 ans. Je crois qu'il a l'intention de léguer à la prospérité un certain héritage et c'est un mandat d'opportunité qui peut lui permettre de léguer un héritage sur le plan politique et économique.

Il ne suffit pas simplement l'autonomisation pour que la paix revienne. La crise anglophone est un problème très profond. Je pense que dans la dynamique de vouloir léguer quelque chose à la prospérité, le président gagnerait à engager le dialogue que nous avons appelé depuis longtemps de tous nos vœux, et de procéder à des réformes institutionnelles et constitutionnelles qui peuvent garantir cette autonomisation.

Nous sommes là face à un fait accompli. Et il est de bon ton de se demander si Paul Biya peut encore faire quelque chose pour léguer à la prospérité un pays démocratique, un pays prospère, où les gens ont le droit de rêver. Que le peuple continue à exercer cette pression psychologique à son endroit.

Esther Ful, *political scientist*

«Let's give Paul Biya the chance to adjust»

It is true that longevity in power can't really be considered as a form of democracy because democracy goes with alteration that is the ability to relinquish power to another person in a peace manner. It is also true that Paul Biya for this 36years been chosen by the people through the ballot box and can be credited for bringing in democracy in the country.

Under the 36-year leadership of President Paul Biya, the nation has been accused of numerous human rights abuses, including killing unarmed protesters, torturing detainees, shutting off the internet and locking up journalists. Peter Henry Barlerin, US Ambassador to Cameroon some months back met with the 85-year-old president before the October 7 election to persuade him not to seek another term.He told Biya that he "should be thinking about his legacy and how he wants to be remembered in the history books", saying that George Washington and Nelson Mandela were excellent role models.The remarks caused an uproar among officials in Cameroon and in the local media, which accused him of trying to influence a foreign election. The minister of foreign affairs summoned the ambassador for a scolding. Barlerin even received death threats. This was a clear indication that Cameroonians are still behind him because he still has something to offer.

Well let's just be optimistic with ourselves and give the president the opportunity to adjust or to realise what he failed to do. When one base his or her arguments on the speech he delivered in the National Assembly during his swearing in ceremony, we see that there is hope and greater opportunities in the next 7 years. I have the conviction that Paul Biya will like to leave a foot print that generations will live to remember him. He promised to end Anglophone crisis through the speeding up of the decentralisation process, pursuing with the effective implementation of bilingualism through the Bilingualism and Multiculturalism Commission just to name a few.

What he promised as mentioned above as efforts geared towards ending the Anglophone crisis is not sufficient enough to really end the crisis but at least let the world see that efforts have been made and the secessionists don't want to drop their arms.

I think Paul Biya is still very much the man capable of handling the challenges that await the country. If we go by examples for example the hosting of the 2019 AFCON, we can see that he is keeping to his words. He told Cameroonians and the world at large that Cameroon will be ready to host this competition; it is actually coming to a reality. Stadia, infrastructure and human resources needed for this football jamboree are almost ready.This is just one among some other challenges that Paul Biya is gradually ironing them out.

Conrad Dom, *politician*

«Another seven wasted years for Paul Biya »

The next seven years that Paul Biya has just picked up is considered as a suicide mission to in my capacity as a politician. I don't know how he is going to go about these mandate considering his age, 85 years isn't 85 months or 85 days. There is virtually nothing that will come out of this new mandate because if for 36years someone was unable to do something or achieve a set goal, it he or she will not do it in seven years. Let's be frank with ourselves and stop this pretence and turn a new page for the good of our nation Cameroon. President Paul Biya has ruled the country since 1982. Beginning a new mandate now means he will be 92 at the end of that term, it will be practically impossible for him to go about his duties normally.

The leader is one of Africa's longest-serving rulers. He's also accused by rights groups of presiding over a brutal regime, characterized by human rights abuses, particularly towards residents of Cameroon's English-speaking regions. The security situation in the country has worsened significantly since 2017 when conflict broke out in its north and southwest regions between government security forces and Anglophone separatists, who declared independence, and tried to form their own country called Ambazonia.Many Cameroonians have fled the Anglophone region for other areas of the country and for neighboring countries like Nigeria.

. There are fears of a worsening humanitarian crisis as thousands of people who fled are forced to live on the streets and in makeshift tents, UN figures estimate that 246,000 people have been internally displaced while about 25,000 have fled to Nigeria. Analysing just these facts is a clear indication that Biya has failed.

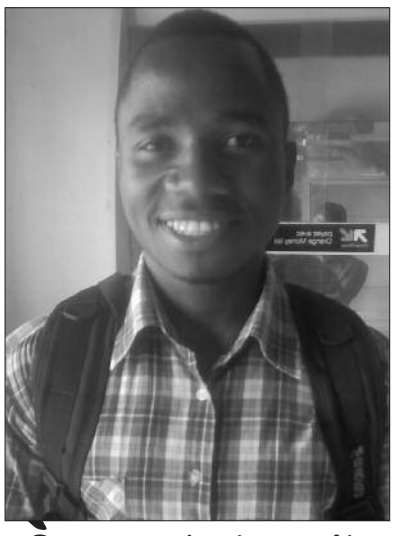
There is little or no expectation from this new 7 year mandate. In 2011, his campaign slogan was Cameroon of greater achievements, what has really been done concretely? Nothing, I can say without mixing my words these seven years no matter the promises he made at the National Assembly will be considered as 7 wasted years.

If he promises to speed up the decentralisation process in the country as part of solving the Anglophone crisis, it means he is yet to understand why the Ambazonians want. They are fighting for upright independence of the southern Cameroons. The only way out of this crisis is inclusive dialogue and there should be no taboo subject or preconditions before the dialogue. But since the government had earlier declared she won't dialogue with separatists, I fear that the crisis will drag on for long.

Well we can't totally wipe out the fact that at least there are certain issues he has handled well but others have been above him. In the aspect of fighting Boko Haram, he has succeeded but one thing he no longer matters which is tearing the country apart is the Anglophone crisis that I mentioned above. He is no longer the master of the situation and there is no hope that things will return to normal in the two Anglophone regions.

Some Enrique Emmanuel, *acteur de la société civile*

« Paul Biya ne peut plus rien »



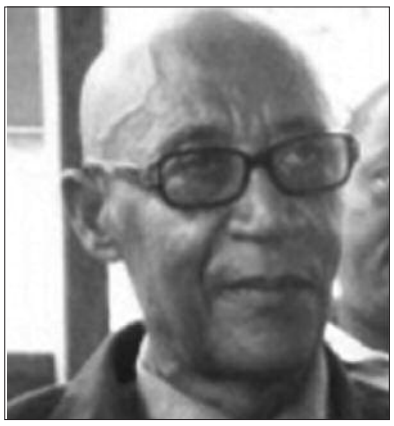
À mon avis et pour être objectif, je suis froid en disant qu'il ne peut plus rien. Si en 36 ans, il n'a pu rien faire, ce n'est pas dans les prochaines sept ans qu'il pourra faire quelque chose. Non, le mal que le Renouveau a fait au Cameroun est tellement grand qu'il faut une refondation de l'ÉTAT. La situation est plus grave au pays au point où je me pose la question de savoir comment un fils du pays, à qui le Cameroun a tout donné peut avoir détruit le pays jusqu'à ce niveau? Rien ne marche chez nous. Tout ce que nous voyons c'est du saupoudrage. Par contre, l'unique chose que je puisse attendre du Président Biya, c'est qu'il arrange la transition pacifique tellequ'Ahidjo l'avait fait. En l'état actuel des choix, on ne pourra le battre aux élections pas en raison des fraudes, mais à cause du jeu électoral basé sur des critères de choix subjectifs tels le tribalisme et l'égocentrisme. Le Président Biya doit avoir un sursaut d'orgueil et sortir de son monde pour enfin se saisir de cette dernière opportunité pour rentrer dans l'histoire. Il doit s'inspirer de l'histoire de son prédécesseur pour mieux préparer son héritage. Ce que les autres appellent aujourd'hui « victoire volée » est de l'imposture pure et simple. Il est évident qu'il a gagné les élections. Donc le prof Kamto et ses alliés sont conscients de leur défaite est tellement profonde.

Ce mandat ne peut pas être celui des grandes opportunités. Non il ne faut pas s'attendre à un réel changement. Déjà, la qualité des hommes qui font ce régime est la cause véritable de l'échec. Le Président Biya est vieux et fatigué. Aucune science en dehors du griotisme ne pourra me démentir. En plus, la corruption généralisée et le favoritisme ne militent pour des causes justes chez nous. Pire encore, le Renouveau manque d'homme d'État comme le disait si bien le prof Hubert Mono Ndzana. Chaque fois qu'il y aura une opportunité,des gens égocentriques vont toujours la détourner pour servir d'autres causes. Par conséquent, il ne faut plus rêver au Cameroun. Et même, personne dans ce régime n'a le courage de mener des réformes pour le bien d'intérêt général.

Au sujet de la crise anglophone, mieux vaut tard que jamais. C'est déjà un début de solution mais le problème, est très complexe. C'est vrai que tout le monde, bref la grande majorité de la population, croit que c'est la concentration du pouvoir qui est à l'origine de la crise anglophone. Je ne le pense pas car un jour on serait arrivé à cette situation. La politique du pourrissement du Président Biya à mon avis a été une bonne chose. Cela a permis de voir à quel niveau certains de nos compatriotes peuvent aller. Il y a une vidéo qui circule sur la toile ces jours-ci où on tue deux compatriotes travaillant pour le corps de la justice, en plein marché, dans la journée et personne ne dit rien. Au point de laisser transparaître une certaine dégradation des valeurs les plus élémentaires.

Honorable Souop Lazare, *député Mrc*

«Paul Biya n'est pas et ne sera jamais l'homme de la situation»



Le discours de Paul Biya est un discours de depuis des années. Et donc il n'a rien dit de nouveau. Toutefois, quelque chose a attiré mon attention. Il ne fait pas allusion au dialogue entre les sécessionnistes et les pouvoirs publics. Lorsqu'il dit de déposer les armes, force à la loi, ça veut dire qu'il n'y a pas un discours d'apaisement à ce niveau. Il est le chef de l'Etat, il a prêté serment. Par conséquent, il est chef de l'Etat de tous les quatre coins du Cameroun. Il se doit de protéger aussi ces populations qui se trouvent dans une situation de détresse, malgré elles, quelle que soit la faute qu'elles ont commise.

Il ne suffit pas d'utiliser le bâton. La meilleure façon est de les ramener sur une table et dire que vous avez commis des fautes et nous savons que vous étiez fâchés. Parlons à présent ensemble, puisque nous ne devons pas nous autodétruire. C'est le langage que Paul Biya devrait utiliser. Mais, il n'a présenté que le muscle dans tout son discours. Or, la force ne fait pas la valeur de la paix.

Paul Biya ne promet rien en ce qui concerne la crise anglophone, lorsqu'il évoque l'autonomisation des régions dans de brefs délais. Il ne dit que ce qu'on devrait faire depuis 1996. Il n'a fait aucune promesse. Il n'a que répété ce que la loi lui demande de faire. Il doit appliquer la loi sans faire de tapage, pour qu'on constate simplement que les choses s'organisent. Ce ne sont que des mots de flatterie qui ne servent à rien. Mais il faut qu'il comprenne que s'il y avait décentralisation, que le budget de l'Etat était divisé en 11 parties, 10 parties pour les régions et 1 partie pour le gouvernement central, alors aucune région n'en voudrait à Paul Biya. Chaque région devrait travailler dur. Et quand il y aurait les élections présidentielles, les camerounais pourraient choisir entre un candidat d'une région qui montre l'exemple, que de choisir un candidat par affinité tribale. Le pouvoir de Biya aujourd'hui est un pouvoir tribal et il ne cherche rien à aménager.

Paul Biya n'est pas et ne sera jamais l'homme de la situation face aux challenges qui attendent le Cameroun. En 2011 il a fait un discours, qu'est-ce qui a changé ? Durant les 07 années écoulées, tout s'est empiré.

Georges Nyazang Boyokino, *expert en communication politique*

« Paul Biya garde une lucidité qui autorise encore le rêve »

S'il ya un fait qui est vrai sur l'homme du "renouveau", c'est qu'il a une rigoureuse hygiène de vie qui lui vaut une endurance hors du commun qui dès lors dote l'homme d'une lucidité face aux grands dossiers de l'État. À mon sens, l'âge est bien loin de constituer un obstacle à la performance pour la fonction présidentielle. Le Chef de l'État coordonne l'activité d'un gouvernement où des centaines de compétences s'affairent quotidiennement. Il gère le renseignement qu'il analyse, vérifie et décide enfin de compte. S'il est vrai qu'il est comptable d'un certain nombre de décisions critiquables, il est tout aussi vrai que tous ceux qui œuvrent à ses côtés et qui n'ont pas trente-six ans dans leurs fonctions, partagent la même responsabilité pour n'avoir pas donné la bonne information ou le bon conseil.

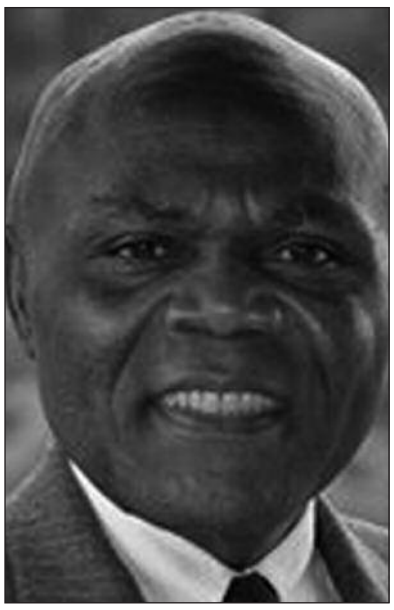
Le Chef de l'État dès ses premières à la tête du pays, avait tracé un axe avec plusieurs points d'ancrage, axe sur lequel il évolue dans une logique ordonnée et progressiste. On comprend là qu'il s'agit d'un travail de longue haleine qui s'inscrit sur le long terme : rigueur et moralisation, pour le libéralisme communautaire, qui ont débouché sur les grandes ambitions qui à leur tour ont permis les grandes réalisations dont le parachèvement dépendra de la gestion minutieuse des grandes opportunités que nous apporteront à coup sûr l'organisation de la CAN TOTAL 2019, la mise en service du port en eau profonde de Kribi et des barrages hydro-électriques en chantier çà et là, pour ne citer que ces quelques signaux.

Il faut ajouter à ce chapelet, l'accélération du processus de décentralisation qui a commencé il y a quelques années déjà, décentralisation qui apportera une partie de solution à la crise anglophone avec l'autonomisation progressive des régions. Il ne faut cependant pas se focaliser sur cette "crise anglophone" tissée de toutes pièces car en réalité, toutes les régions du pays ont des revendications légitimes à faire valoir, mais n'utilisent pas pour autant les armes et la barbarie, pour réduire à néant ce que tous les camerounais ont consenti comme sacrifice, investissements et autres dans ces deux très belles régions. La paix est de ce point de vue, un préalable à toute possibilité de relance économique, et cette paix, il va falloir aller la chercher où qu'elle se trouve. Cela passe nécessairement par la voie d'un dialogue nationale inclusif et un cessez-le-feu immédiat et sans condition.

Les challenges qui attendent le Cameroun sont l'affaire de tous et le Président nouvellement élu a seul le fétichisme des décisions appropriées et en fonction de son programme politique. Il a hérité du pouvoir selon le libre vouloir de son prédécesseur, laissons-lui le libre arbitrage de ses capacités physique, morale et intellectuelle, pour librement décider de quand partir. Pour le moment, li ne donne pas de signaux d'une inaptitude quelconque. Nous ne sommes pas obligés de voir les choses à la façon des Européens et autres observateurs outre-atlantiques.

Michel Mombio, *DP de "L'Ouest Républicain", et Militant de Base du RDPC*

«Paul Biya reste amplement l'homme de la situation »



L'œuvre humaine, essentiellement imparfaite, n'est jamais achevée. Elle est toujours à parfaire. Il y a une tension permanente vers la perfection. Paul Biya a fait le bilan du septennat précédent, celui des grandes réalisations. Il n'a pas pu tenir toutes ses promesses pour les raisons de guerre et de conjoncture économique. De même, il a clairement énoncé ses projets à venir. J'en ai retenu la réaffirmation de sa volonté d'accélérer le processus de décentralisation. Celle-ci est inéluctable et absolument nécessaire. C'est une condition sine qua non de notre processus démocratique, en ce qu'elle permet aux populations de gérer leurs problèmes à la base. Par ailleurs, le président de l'Assemblée a indiqué un chantier inachevé du président : celui du développement. Il est vaste.

Parlant des grandes opportunités, nous sommes dans un pays sous-développé où tout reste à faire. Les chantiers de développement sont donc nombreux, avec autant d'opportunités, les petites et les grandes. Le tout est de créer les conditions pour que les forces de production s'en saisissent. Mais pour ce faire, certaines conditions doivent être remplies. Le Cameroun souffre en effet de mandarinisme aigu. C'est une maladie systémique qui a transformé la République des citoyens en République des fonctionnaires. La première condition de développement consiste donc à rétablir la République pour tous. Ceci impose la neutralité de l'État et de la fonction publique. Pour ce faire, Paul Biya doit cesser d'être le chef d'un parti politique. Incarnation de l'État, il ne devrait plus être partisan. Quitter la tête du parti libérera les énergies. Au sein du RDPC, les structures d'appareils comme les Délégués du Comité central nommés doivent disparaître au profit des responsables élus. Ces intermédiaires administratifs sont des succédanés de la fonction publique qui lénifient et sclérosent le parti, inhibant les forces de progrès.

Comme je l'avais dit dans une précédente intervention, le pouvoir central de Yaoundé n'est pas préparé à des négociations face à face ou autour d'une table. Sa manière de négocier consiste à céder des petits pans de pouvoir. L'autonomisation des régions participe de la décentralisation, voie obligée de la démocratie. Elle contribue grandement à libérer les énergies et à dévoiler les compétences. Elle devrait contribuer à baisser les tensions, sans les faire disparaître. Les revendications corporatistes ont été trustées et dévoyées par les opérateurs de l'économie guerrière. Ces pécheurs en eaux troubles n'abandonneront pas si facilement leurs rapines. Le gouvernement devra donc user de son pouvoir régalien, notamment celui qui lui confère le monopole de la violence légitime, pour neutraliser ces bandits. Le président les a mis en garde, il n'hésitera pas à employer la manière forte pour en venir à bout.

Paul Biya reste amplement l'homme de la situation. Il est aux commandes de l'État et du seul parti véritablement national. Or les réseaux sociaux ont montré la face hideuse de l'hydre qui menace notre pays : le tribalisme. Quoiqu'on dise, après seulement une cinquantaine d'années d'indépendance, notre pays reste fragile. Le discours de Kamto Maurice devant le Conseil Constitutionnel a montré au grand jour, les élans bassement tribaux de cet homme. Qu'il ait perdu est la preuve que notre peuple est grandement conscient de cette menace. Reste maintenant que les citoyens continuent de travailler pour conjurer ce péril. Reste aussi que les jeunes se forment et s'impliquent plus sérieusement en politique. Ce n'est qu'en se comportant en « jeunes loups » futés, affamés et stratèges, que le système leur fera de la place. Le pouvoir en est conscient, et le président a avoué en avoir pris acte. La tendance naturelle du régime est au maintien du statu quo pour préserver les privilèges de la classe dominante. Aussi les forces vives de tous les bords ne draient-elles pas rester apathiques et croire benoitement aux promesses. Celles-ci, c'est connu, n'engagent que ceux qui y croient naïvement.

Adamou Youmo Koupit, *Expert en Gestion Financière et en Suivi/Evaluation, Membre du Bureau Politique de l'UDC*

«On aura finalement vendu du vent à la nation »

J'ai vécu chez moi devant mon petit écran de télévision, l'événement du 6 novembre 2018 qu'était la prestation de serment pour le début du 7ème mandat consécutif du Président Paul Biya à la magistrature suprême de notre pays. Je dois dire que je suis resté sur ma faim lorsque le Président a conclu son discours d'investiture qui était le point le plus attendu par toute la nation et les partenaires du Cameroun. Je ne me trompe sûrement pas quand je dis que dans une salle de l'hémicycle pourtant plein de partisans et sympathisants du Président de la République, l'atmosphère était un peu froide et les visages cachaient à peine la déception qui caractérisait la majorité des personnalités institutionnelles et politiques présentes car tout le monde attendait qu'il y ait des grandes annonces sur les défis majeurs qui interpellent avec urgence, le Cameroun en ces dernières années et qui se sont aggravés par une sorte de déchirure socio ethnique qu'a laissée le scrutin présidentiel qui se couronnait ainsi par l'investiture du président élu. Comment ne pas être désagréablement surpris lorsque sur le plan sécuritaire et en rapport à la crise anglophone qui perdure depuis deux ans avec ses vagues des morts militaires et civiles, et des déplacés, le Président reste et demeure à sa logique de départ qui est la solution de force en donnant simplement l'injonction de déposer les armes au risque de se confronter à la rigueur de la loi et la détermination des forces de défense et de sécurité ? A l'entame de ce 7ème mandat, en crachant une fois de plus sur les suggestions de la classe politique nationale, de la société civile et de la communauté internationale qui pensent que la voie d'apaisement par un dialogue républicain inclusif reste la plus rentable en ce moment pour résoudre la crise anglophone, le Président semble lancer un défi qui risque à court terme lui être difficile à gérer car cette crise risque de devenir un véritable cailloux dans les chaussures du Président et pourra l'empêcher de poser aisément ses pieds sur terre pour conduire les autres dossiers de la nation.

Le 7ème mandat du Président Biya est bien un événement au regard non seulement du record en longévité au poste de Chef de l'Etat qu'il confère théoriquement au Président (43 ans si le septennat arrive à son terme normal), mais aussi au regard des remous qu'aura suscité au sein de la nation camerounaise sa réélection à la tête du Pays et pour marquer cet événement, ce n'est pas le férié chômé qu'il fallait offrir, mais bien des décisions fortes marquant la rupture avec le mode opératoire connu jusqu'ici, pour donner espoir aux Camerounais qu'une ère nouvelle est possible d'être ouverte dans la continuité. Au plan politique interne, le Président a fait comme s'il n'y avait rien et pourtant les camerounais, même si c'est via les réseaux sociaux, sont plus que jamais opposés les uns aux autres sur la base des considérations ethno tribales et les frustrations sociales sont à leur comble. On s'attendait à ce qu'il y ait l'annonce d'une sorte d'actions de réconciliation nationale et d'engagement des réformes du code électoral et conséquemment de la constitution à l'effet de dégager un minimum de consensus national sur les règles des élections avant les prochaines échéances électorales en 2019. Tout cela n'a pas fait partie des centres d'intérêts du speech inaugural du Président. Et vous parlez des grandes promesses pour la jeunesse, le chômage etc.

Peut-être que nous n'avons pas suivi le même discours mais je dis qu'il y a eu redondance par rapport aux dires du Président aux mêmes jeunes le 10 février 20018 et avant. Dire qu'on est conscient que les jeunes aimeraient participer un peu plus à la prise de décision et qu'on est conscient que le Cameroun de demain se fera avec eux ne renvoie à aucun engagement précis et inscrire tout un mandat sur les opportunités qu'on ne pourra pas soi-même créer pour exploiter, me donne l'impression qu'on aura finalement vendu du vent à la nation. Par ailleurs, il y a incohérence lorsque le Président déclare lui-même que le contexte mondial est caractérisé désormais par des élans protectionnistes alors que dans un passé très récent, il a engagé le pays dans les accords libre-échangistes à travers les APE qu'il a signés. Pour la question de savoir s'il est encore l'homme de la situation, je peux dire qu'en réalité, au regard de sa longue expérience dans la gestion des Affaires publiques et de son âge avancé qui ne le prédispose plus à envier quoi que ce soit ou avoir peur de qui ou de quoi que ce soit, on pouvait dire que le Président Paul Biya est l'homme de la situation capable de conduire mieux que quiconque, la transition dont a besoin notre pays et qui nécessite des véritables réformes constitutionnelles, institutionnelles, et structurelles en ce qui concerne notre économie ; mais malheureusement la volonté politique semble continuer à lui faire défaut dans ce sens et tel que c'est parti, on risque de perdre encore sept ans de trop à moins qu'un surprenant sursaut d'orgueil ne l'amène à poser des actes non annoncés préalablement, faisant comprendre que le Président aura préféré laisser parler les actes à la place de la parole.

Oumar Ndoumbè, *Société Civile*

«Que peut-il encore promettre que le temps ne lui a pas permis de réaliser ?»

Par le fait du prince, Paul Biya est arrivé à la tête de l'Etat en 1982. Le fait du prince n'est pas autre chose que l'arbitraire. Et l'arbitraire n'est rien d'autre que la violence. Depuis que M. Biya est arrivé au pouvoir, il y a trente-six ans, il a géré à sa guise un processus électoral antinomique de son discours démocratique. En annonçant toujours ce qu'il ne fera pas et en faisant toujours ce qu'il n'a pas annoncé, au gré de ses intérêts et de ceux des scélérats qui le tiennent ou le conseillent. Par le fait du prince, M. Biya cumule les responsabilités de président de la République, celle de chef des armées, du conseil national de la magistrature, celle de président du parti au pouvoir, et peut ainsi "gérer" ou contrôler le gouvernement et le Parlement sans que cela l'empêche de se croire démocrate. Par le fait du prince, M. Biya peut passer chaque année neuf mois sur douze à l'étranger ou dans son village sans devoir s'expliquer auprès de qui que ce soit et sans que le peuple qu'il "gouverne" ne sache où il se trouve. C'est du reste par twitter qu'il a convoqué le corps électoral afin qu'il lui consente un 7ème mandat de sept ans au terme duquel, à l'âge de 92 ans, il aura totalisé quarante-trois ans de pouvoir suprême. Il aura ainsi inscrit sur les tablettes de l'Histoire un nouveau record national de longévité au pouvoir, puisque son illustre prédécesseur -Ahmadou Ahidjo- n'y était resté que vingt-cinq ans ! Par le fait du prince, et après avoir convoqué le corps électoral par un tweet signé de Yaoundé, alors que l'on ignore où il se trouvait, il a choisi la formule du "message à la nation" pour annoncer en solo sa candidature, faisant royalement l'économie d'un congrès d'investiture de son parti-Etat.

Par le fait du prince, M. Biya a fabriqué un jour férié et chômé, le mardi 06 novembre, pour un « sacre » que rien n'empêchait d'organiser le samedi. Son discours prononcé le jour de son investiture est un bis répétita. Du déjà entendu. Durant ses trente-six années de règne, les conditions de vie des Camerounais se sont dégradées avec une constance inquiétante. L'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé ou encore à l'éducation reste un défi dans les zones urbaines comme rurales. Que peut-il encore promettre que le temps ne lui a pas permis de réaliser ? Le bilan de ce régime est désastreux et aucun signal ne permet d'esquisser l'idée que demain sera différent. Sur le plan sécuritaire et du conflit qui sévit toujours dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les autorités camerounaises mènent depuis un an une guerre sans appui extérieur et sans regard étranger contre les rebelles indépendantistes anglophones. Malgré sa déclaration d'autonomisation de ces régions, nul n'est en mesure de savoir si, dans un avenir proche, Paul Biya privilégiera le dialogue, comme l'y incitent diplomates et leaders de la société civile, ou poursuivra la répression à huis clos. Paul Biya n'a pas eu besoin de faire campagne ni de faire miroiter de nouvelles opportunités à son peuple. Son slogan, qui tapissait ces dernières semaines tout ce que le Cameroun compte de murs, s'est limité à une formule : « la force de l'expérience », qui ne l'engage en rien auprès de ses concitoyens. Il aurait aussi pu choisir « le poids des habitudes ». Avec ce nouveau mandat qui commence et sachant que le Président Paul Biya est entré dans une ère crépusculaire et personne ne sait comment les ténors du biyaïsme gèreront l'inéluctable succession du «Sphinx » d'Etoudi.

Cyrille Ngoua, *Coach Consultant en Management*

«Biya est encore, malgré tout, l'homme de la situation»

Au-delà des flagorneries habituelles visant le positionnement permanent, une partie du discours du Président de l'Assemblée Nationale, le très honorable CavayeYeguié Djibril mérite quand même une attention particulière en raison de sa pertinence et de son objectivité. Il s'agit notamment de la phrase dans laquelle il signale au président Paul Biya que s'il est vrai qu'il a réussi à amener la Démocratie au Cameroun, pour la prospérité, ça viendra. Une analyse de ce bout de phrase, contrairement à ce vous évoquez à savoir que : « que le développement du Cameroun est à ranger dans le tiroir du fiasco », nous amène à penser plutôt que le président de l'Assemblée Nationale rappelle simplement au Président de la République qu'en ce qui concerne la prospérité du Cameroun, beaucoup reste encore à faire. Certes au 7ème mandat et à 86 ans, l'on peut être amené à penser qu'avec l'âge et l'usure du pouvoir, Paul Biya ne pourra plus rien apporter en termes de développement.

Certains ont même considéré son discours comme « du réchauffé ». Mais, on ne saurait totalement balayer du revers de la main certaines importantes réalisations et reformes apportées par le président pendant, notamment, ces deux précédents mandats qui prônaient successivement « les grandes ambitions » et « les grandes réalisations ». Des efforts qui nécessitent simplement d'être poursuivis de façon harmonieuse afin d'atteindre les objectifs du développement souhaité par tous les Camerounais. En outre, même s'il faut reconnaitre qu'elle connait des avancées notables, il est évident que la Démocratie comme la Prospérité, restent de grands chantiers qui ne verront nécessairement par leur achèvement avec Paul Biya et des hommes de sa génération. L'émergence du Cameroun en 2035 sera certainement comme la relation entre la Terre promise et Moise pour l'homme du Renouveau et une grande partie de son entourage. A bien comprendre le terme opportunité qui signifie occasion favorable, on peut être amené à se poser la question de savoir à quelles grandes opportunités le Cameroun peut s'attendre dans le contexte de crise sociopolitique dans lequel il se trouve en moment. On ne saurait donc mettre ses espoirs sur des éventualités. Il faudrait, au préalable, assainir le climat social au Cameroun, réinstaurer la Paix que continue à brandir le régime en place alors que le pays s'enfonce progressivement vers la guerre civile et surtout remettre en place des mesures pouvant attirer ces opportunités. L'autonomisation des régions fait partie des principales revendications des sécessionnistes. Et il faut reconnaitre que le régime lui a accordé très peu d'intérêt. Que le président Biya opte aujourd'hui de s'y pencher serait certainement faire non seulement un grand pas vers la résolution définitive de cette crise mais surtout vers la levée d'un gros frein au développement de chaque région du Cameroun. En effet, il est clair que le caractère très centralisé du pouvoir dans notre pays ralentit énormément le développement de certaines localités, soit parce qu'elles sont mal connues des décideurs, soit encore en raison de la corruption et d'autres dérives. C'est évident pour tout le monde que le président Biya, au regard de son âge et de l'usure du temps de son règne, n'est plus l'homme de la situation face à l'immensité des challenges qui attendent le Cameroun. Mais il faut malheureusement reconnaitre que depuis l'instauration du pluralisme politique dans notre pays, l'opposition ne propose nullement de meilleurs arguments pour l'alternance. De grands leaders politiques de l'opposition sur lesquels certains Camerounais désireux du changement ont compté ont après quelques échecs, retourné leur veste pour s'acoquiner avec le régime en place. Ils ont souvent très rapidement privilégié leurs intérêts personnels aux intérêts de la nation. Dans ces conditions-là, les Camerounais peuvent être amenés, même par dépit, à miser encore leurs espoirs sur le président Biya, comme c'est encore le cas pour ce nouveau mandat.

Propos recueillis par la Rédaction

Louves Minproff takes on Éclair of Sa'a in the 2018 edition of the Cameroon women football cup final

The Yaounde Military stadium, today November 8, 2018 plays host to the final of the Cameroon Football Cup in the women's category. Louves Minproff challenges Éclair of Sa'a in this final to be presided over by the Minister of Sports and Physical Education, Bidoung Mpkatt beginning at 4pm.

To qualify for the final, Louves Minproff edged out AmazoneFap 3-1 on penalties after a 2-2 draw.On the part of Éclair of Sa'a they defeated ASFF Diamare 3-0, to book their place at the final of the Cameroon cup. On Thursday, August 16, 2018, Eclair de Sa'a won 3-1 against LekiéObala in the advanced match of the third round of the Cameroon Cup of women's football. The meeting that was played in Obala quickly turned in favor of the visitors. Alexandra Takounda, young prodigy of the club was the great craftswoman of the victory of Sa'a thanks to a double. The other achievement of the blues is to benefit Abega Bengono. The players of Obala have, on their part, found the opening thanks to Amina Djikam.

Women's football in Cameroon

Louves Minproff will be fighting to get the second consecutive title against the Lekie girls. They defeated Amazone last year to win the 2017 trophy.

By Amos Muang Nsah

Jeando Fuchs who won the 2016 European Under-19 Championship with France, to continue his international future with Cameroon

Fuchs has been called up to Cameroon's squad for the Africa Cup of Nations qualifier in Morocco and a friendly against Brazil. The 21-year-old currently features for Sochaux in France's Ligue 2. He was born in Cameroon and is eligible for them as he has not played a senior competitive international for France

The defensive midfielder, who played alongside KylianMbappe in the French under-19 side, also featured at the 2017 Under-20 World Cup for France. There is also a recall after a four-year absence for Turkey-based Jean-Armel Kana-Biyik.His last appearance for the Indomitable Lions was as a substitute in a 5-1 friendly loss to Portugal in February 2014.

Also back in the squad is Nations Cup winning midfielder Arnaud Djoum, the Hearts player last played in a 1-1 draw with perennial rivals Nigeria on 4 September 2017.

Marseille forward Clinton Njie also returns after missing Cameroon's last four qualifiers while Christian Bassogog and Stephane Bahoken return from injury after being ruled out of October's back-to-back games against Malawi.

By Amos Muang Nsah

Jeando Fuch